

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE)

580 rue du Champ Rouge
Zac des Vergers
45770 Saran

Références : AV 497 / 2025 _ VAT 20250473
Code AIOT : 0010008126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE) implanté ZAC du Champ Rouge 45770 Saran. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE)
- ZAC du Champ Rouge 45770 Saran
- Code AIOT : 0010008126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement DERET Champ Rouge est une plateforme logistique relevant du statut SEVESO seuil haut en raison des produits susceptibles d'être stockés (nature et quantités maximales autorisées). L'exploitation est réglementée par des arrêtés ministériels et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2019.

Thèmes de l'inspection :

- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Equipement en toiture	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
2	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 19	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 20	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipement en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipement toiture
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025

Prescription contrôlée :

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

[...]

- la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;
- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.

Constats :

Rappel du constat de la précédente inspection du 18/07/2024 :

Sur les photographies aériennes, l'inspection constate que la bande incombustible en toiture du bâtiment M semble présenter de fortes dégradations.

Sur le terrain, l'inspection monte en toiture du bâtiment M et constate que la bande incombustible est bien présente. Seul le recouvrement par le film d'aluminium présente des points d'arrachement.

L'inspection n'a pas de remarque sur la hauteur des parois séparatives en toitures.

Constat d'écart de la précédente inspection du 18/07/2024 : L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection que l'absence du film d'aluminium n'est pas de nature à remettre en cause la propriété A2 s1 d1 des matériaux ou à en accélérer la dégradation.

Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que la bande incombustible était bien présente mais que ponctuellement le film d'aluminium qui la recouvrait était absent sur de petites surfaces. Il a été demandé à l'exploitant de justifier que ces absences ponctuelles de film d'aluminium n'étaient pas de nature à altérer la propriété A2s1d1 des bandes incombustibles ou à accélérer leur dégradation dans le temps.

Dans son courrier de réponse du 19 mai 2025, l'exploitant déclare que des travaux de couverture des bâtiments M3d et M5a ont été réalisés fin 2024.

L'exploitant présente un procès verbal de réception en date du 24 octobre 2024 relatif aux travaux de réfection de l'étanchéité M0, des bandes de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives de la toiture des cellules M3d et M5a réalisés par FACE IDF. Ces travaux ne ciblent qu'une partie du bâtiment M.

Au sens de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement, l'exigence M0 correspond à une classe de réaction au feu A2s1 d0. L'étanchéité M0 (incombustible, ininflammable) répond à l'exigence réglementaire attendue puisque la propriété minimale attendue est A2s1d1 ce qui correspondent à une étanchéité M1

(combustible, non inflammable).

Demande : L'exploitant doit justifier :

- soit que l'absence ponctuelle du film d'aluminium sur les bandes incombustibles n'est pas de nature à remettre en cause la propriété A2 s1 d1 des matériaux ou à en accélérer la dégradation ;
- soit que les films d'aluminium qui recouvrent les bandes incombustibles sont intacts et ne présentent plus de traces ponctuelles d'arrachement, et ce, sur l'ensemble de la toiture du bâtiment M.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 19

Thème(s) : Risques accidentels, ETF

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2025

Prescription contrôlée :

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Constats :

Rappel du constat relevé lors de la précédente inspection du 18/07/2024 :

[...] Concernant les conducteurs méplats et les lignes de descente à la terre, sur le terrain, l'inspection constate qu'ils respectent les dimensions préconisées. En revanche, il est constaté que les lignes sont fortement déformées. De fait, ces lignes sont en contact direct avec les couvertines de la toiture en de très nombreux points du bâtiment et de fait n'assurent plus leur fonction de conduire l'électricité vers le sol en cas d'impact foudre. De même au sol, il est constaté que la ligne de descente d'un des PDA touche le bardage du bâtiment.

L'exploitant doit procéder à la réparation des conducteurs méplats et des lignes de descente à la terre.

Dans son courrier réponse du 19 mai 2025, l'exploitant précise, sur la base des rapports de vérification périodiques et en s'appuyant sur les compétences et certification de l'organisme de contrôle, que les constats relevés sur les équipements lors de l'inspection ne portent pas atteinte à l'intégrité de la protection contre la foudre des bâtiments.

L'inspection prend bonne note de la réponse de l'exploitant.

Demande : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la remédiation de l'écart de la précédente inspection en transmettant les rapports de vérification (conducteurs méplats et descente à la terre).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre à la demande formulée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 20

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place équipements foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025

Prescription contrôlée :

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après

l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Constats :

Rappel du constat relevé lors de la précédente inspection du 18/07/2024 :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le dossier des ouvrages exécutés produit à la suite de la mise en place des dispositifs de protection contre la foudre.

L'exploitant doit transmettre ces éléments à l'inspection des installations classées.

Dans son courrier de réponse du 19 mai 2025, l'exploitant justifie que les dossiers des ouvrages exécutés sont bien référencés dans les dossiers de vérification technique des carnets de bord des bâtiments K,L et M. De plus, il a également transmis à l'inspection les dossiers des ouvrages exécutés des 3 bâtiments :

- Bâtiment K : DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS - N° 1608-R09.159.21. *Installations Extérieures de Protection contre la Foudre (effets directs), date de juin 2022. Fait référence à l'ARF « ARF-031121-01 » de novembre 2021 et à l'ETF « 1608-R09.143.21 » de décembre 2021*

- Bâtiment L : DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES - N° 07.124.13. *Système de Protection contre la Foudre Installation Extérieure (effets directs), date de novembre 2013. Ce dossier fait référence à l'Analyse du Risque Foudre (ARF) établie par Franklin France (rapport n° ARF OEH20120606 de juin 2012) et à l'Etude Technique (ET) réalisée par Etablissements RENARD (dossier 07.124.13 de juin 2013)*

DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES - N° 06.133.12. *Système de Protection contre la Foudre Installation Extérieure (effets directs), date de septembre 2012. Ce dossier fait référence à l'Analyse du Risque Foudre (ARF) établie par Franklin France (rapport n° ARF OEH20120606 de juin 2012) et à l'Etude Technique (ET) réalisée par Etablissements RENARD (dossier n° 06.133.12 de juin 2012)*

- Bâtiment M : DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS - N° 1608-R09.160.21 *Installation Extérieure de Protection contre la Foudre (effets directs), daté de juin 2022. Ce dossier fait référence à l'Analyse du Risque Foudre (ARF) établie par la société « PM Expertises » (rapport n° ARF-081121-01 du 8 novembre 2021) et à la Notice de vérification réalisée par la société « Etablissements RENARD » (rapport n° 1608-R09.145.21 de décembre 2021)*

L'exploitant a bien transmis à l'inspection les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) relatifs aux installations extérieures de protection contre la foudre pour les bâtiments K, L et M. Les DOE des bâtiments K et M font référence aux ARF et ETF transmises à l'inspection avant la visite du 18 juillet 2024. En revanche, les références des ARF et ETF citées dans le DOE du bâtiment L ne sont pas celles des documents transmis en 2024 (ARF 051121-01 et ETF 1608-R09-144-21).

Par mail du 24/09/25, l'exploitant apporte les précisions suivantes complémentaires :

En 2021, la société RENARD a été sollicitée pour la mise à jour des études foudre : K L M
À la suite de ses études, il est apparu que les installations extérieures de protection foudre (IEPF) « historiques » des bâtiments K & M (les IEPF les plus anciennes) - nécessitaient une mise en conformité de fond. Raison pour laquelle des travaux ont été effectués et que les DOE correspondant ont été produits.

L'IEPF du bâtiment L (la plus récente) ne présentait pas de non-conformité majeure et n'a donc pas fait l'objet d'un DOE (seuls de petits travaux de remise en état ont été effectués). Par contre, dans les rapports de vérification, les DOE de base de 2012 & 2013 sont cités parce que la société RENARD y fait directement référence en précisant notamment les numéros de série des paratonnerres installés par eux en 2012/2013 et parce qu'elle a fait le choix lors des nouvelles études foudre de les conserver du fait de leur bon état de fonctionnement.

De ce fait l'ARF 051121-01 du bâtiment L de 2021, est une réactualisation de l'ARF initiale. Elle mentionne bien les références des deux DOE du bâtiment L cités précédemment, qui eux se basent les ARF initiales.

Suite à l'actualisation de l'ARF, une nouvelle ETF a été réalisée, celle transmise à l'inspection avant l'inspection de juillet 2024. Cette ETF précise les dispositifs à mettre en œuvre, en identifiant les équipements déjà en place et qui seront réemployés. Certains équipements seront déplacés, d'autres sont manquants.

L'exploitant a bien transmis les DOE mais qui ne correspondent pas à la dernière ETF réalisée.

Demande : L'exploitant transmet le dernier DOE relatif à la mise en place des dispositifs de protection contre la foudre définie par la dernière étude technique foudre (ETF) pour le bâtiment L. Cette justification doit être accompagnée par la transmission du rapport de vérification complète par un organisme compétent à l'issue de l'installation des équipements de protection foudre distinct de l'installateur des installations de protection contre la foudre (article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'installation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat relevé lors de la précédente inspection du 18/07/2024 :</u></p> <p>La notice de vérification dans l'ETF prévoit les dispositions suivantes :</p> <p>« Une personne responsable doit être désignée par le chef d'établissement pour répondre aux exigences de l'Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. »</p> <p>Le responsable maintenance a été désigné par Monsieur GRISARD</p> <p>« Une procédure définira les conditions d'action de cette personne qui doit lors de tous travaux sur la structure protégée (ou l'ensemble de structure), ou leur voisinage s'assurer :</p> <p>qu'il n'est pas porté préjudice à l'installation de protection foudre ;</p>

que tous les éléments naturellement conducteurs sont convenablement reliés aux conducteurs de l'installation de protection foudre. »

L'exploitant déclare qu'il n'a pas mis en place de procédure spécifique.

1 / L'inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions correctives nécessaires, par exemple sous la forme d'une procédure spécifique ou d'une intégration des enjeux dans le plan de prévention.

2/ L'exploitant doit intégrer la vérification de l'intégrité et du fonctionnement de ses barrières de sécurité à la suite d'un épisode orageux (a minima les centrales de détection incendie, les centrales de détection gaz et les équipements de sprinklage).

Par courrier du 19 mai 2025, l'exploitant précise :

« Pour la formation des intervenants extérieurs sur les risques spécifiques au site de Champ Rouge, une annexe au plan de prévention reprenant les différents risques est créée. Cette annexe indique au niveau des consignes particulières, la vigilance à apporter sur l'installation de protection foudre. »

Cette annexe est jointe à sa réponse.

Les mentions suivantes sont en effet portées sur l'annexe :

« Consignes particulières :

1. En cas d'intempérie du type orage (foudre) : les interventions en toiture et les travaux sur les armoires électriques et dans les TGBT sont interdits.
2. Pour toute intervention en toiture, ne pas porter atteinte à la protection foudre.
3. En cas de vent violent, forte pluie, neige, verglas : les interventions en toiture seront interdites. »

Dans sa réponse, l'exploitant précise qu'en annexe du SGS, un répertoire des barrières de sécurité est en cours de compilation. Pour chaque barrière, le plan de surveillance est établi et les causes possibles d'indisponibilité sont identifiées avec les mesures compensatoires à mettre en place ainsi que la procédure de réparation à mettre en œuvre. Dans le cas de la sécurité contre le risque foudre, ce point de contrôle sera intégré. L'objectif de finalisation de ce répertoire est programmé pour le second semestre 2025.

L'exploitant a joint à sa réponse une version projet de ce plan de surveillance dans lequel est bien intégrée la sécurité foudre. La version finalisée sera à transmettre à l'inspection afin de justifier que la vérification des barrières de sécurité telles que la centrale de détection de gaz, la centrale de détection incendie et le sprinklage est bien prévue à la suite d'un épisode orageux.

En inspection, l'exploitant déclare que la finalisation est prévue pour la fin du second semestre.

En cas d'impact foudre constaté, une intervention est prévue pour vérifier les équipements.

Dans l'attente de la réception de la version finalisée, l'écart est maintenu.

<p>Constat d'écart :</p> <p>L'exploitant n'a pas établi de procédure spécifique précisant la personne responsable et désignée par le chef d'établissement, ainsi que ses missions, pour répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. »</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas intégré la vérification de l'intégrité et du fonctionnement de ses barrières de sécurité à la suite d'un épisode orageux (a minima les centrales de détection incendie, les centrales de détection gaz et les équipements de sprinklage).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>